

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 15
Spring
2002
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029496 8

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 15 • PRINTEMPS 2002

Des ruines à la reconstruction

Rebâtir après le conflit

Une nouvelle équipe
orientera la politique
étrangère canadienne



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

Au sujet de Canada — Regard sur le monde

Canada — Regard sur le monde est un magazine trimestriel publié en français et en anglais, qui vise à fournir au public canadien un aperçu des questions de politique étrangère de l'heure dans une perspective canadienne. Il informe les lecteurs et lectrices des dernières initiatives, réactions et contributions du Canada dans les affaires internationales.

Suzanne Lalonde-Gaëtan
Rédactrice en chef

Julia Gualtieri
Rédactrice administrative

Pour communiquer avec Canada — Regard sur le monde :

Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international (MAECI)
125, promenade Sussex, BCS, C2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
ou rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca

Pour recevoir des exemplaires
gratuits de notre magazine et d'autres
publications du MAECI, ou pour
indiquer un changement d'adresse :

Services de renseignements (SXCI)
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone (sans frais) :
1 800 267-8376
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — Regard sur le monde
est également disponible à
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Notre couverture

Un vendeur de ballons devant un édifice
bombardé à Kaboul, en Afghanistan.
Après plus de 20 ans de conflits, ce pays
déchiré par la guerre a désespérément
besoin d'aide étrangère pour se reconstruire.
En janvier, le Canada s'est engagé à
verser 100 millions de dollars en secours
humanitaire et en aide à la reconstruction.

photo : Associated Press AP

ISSN 1491-4573

Postes Canada, n° de convention 40064047

APERÇU

Le 15 janvier 2002, le premier ministre Jean Chrétien procédait à un remaniement de son Cabinet et nommait de nouveaux ministres et secrétaires d'État à la tête de la politique étrangère canadienne. Dans ce numéro de *Canada — Regard sur le monde*, nous vous les présentons et nous nous entretenons avec le nouveau ministre des Affaires étrangères Bill Graham.

Nous vous proposons aussi des articles sur la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui a eu lieu en Australie au début du mois de mars, et sur la délicate question de savoir quand et comment la communauté internationale doit intervenir pour protéger les populations menacées par des conflits. Nous vous donnons également un aperçu des sujets qui seront discutés au prochain Sommet du G8, dont le Canada sera l'hôte à Kananaskis, en Alberta, les 26 et 27 juin. Le Sommet et son thème, le développement de l'Afrique, feront l'objet d'une couverture plus approfondie dans le prochain numéro de *Canada — Regard sur le monde*. ✪

DANS CE NUMÉRO

Calendrier	3	Le Commonwealth	14
Les nouveaux ministres et secrétaires d'État	4	Rapport sur la réunion des dirigeants	
Entrevue	5	Culture	16
Le ministre des Affaires étrangères Bill Graham		Le cadeau du Canada à l'occasion du centenaire de l'Australie	
L'après-11 septembre	7	Souveraineté et intervention	17
Les diplomates canadiens poursuivent leur travail essentiel		La responsabilité de protéger	
Le prochain Sommet du G8	10	Nouvelles en bref	18
Priorité : le développement de l'Afrique		Saviez-vous que... ..	20
Nations — Actualités	12		
La mission d'Équipe Canada en Russie et en Allemagne			

CALENDRIER

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

AVRIL

Du 3 au 13 avril

Tournée du premier ministre Jean Chrétien en Afrique (Maroc, Algérie, Nigéria, Afrique du Sud, Mozambique, Éthiopie, Sénégal)

Du 12 au 14 avril

Réunion des ministres de l'Environnement du G8 Banff (Alberta)

Du 19 au 21 avril

Réunions du printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale Washington, D.C., États-Unis

Du 22 au 26 avril

Le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew dirige une mission commerciale en Inde (New Delhi, Mumbai)

Du 25 au 27 avril

Réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G8 Montréal (Québec)

MAI

Les 2 et 3 mai

Réunion des ministres de l'Énergie du G8 Detroit, États-Unis

Du 6 au 10 mai

Visite au Canada du roi Harald et de la reine Sonja de Norvège

Du 8 au 10 mai

Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants New York, États-Unis

Les 13 et 14 mai

Réunion des ministres de la Justice et de l'Intérieur du G8 Ottawa (Ontario)

Les 14 et 15 mai

Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN Reykjavik, Islande

Les 15 et 16 mai

Réunion ministérielle de l'OCDE Paris, France

Les 30 et 31 mai

Réunion des ministres du Commerce de l'APEC Puerto Vallarta, Mexique

JUIN

Du 2 au 4 juin

Assemblée générale de l'OEA Bridgetown, Barbade

Le 5 juin

Journée mondiale de l'environnement

Du 10 au 13 juin

Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans plus tard Rome, Italie

Les 12 et 13 juin

Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 Whistler (Colombie-Britannique)

Les 14 et 15 juin

Réunion des ministres des Finances du G7 Halifax (Nouvelle-Écosse)

Les 26 et 27 juin

Sommet du G8 Kananaskis (Alberta)

CULTURE ET ÉTUDES CANADIENNES

AVRIL

Du 26 avril au 5 mai

Hot Docs (festival international du film documentaire) Toronto (Ontario)

MAI

Du 1^{er} au 31 mai

CONTACT Festival de la photographie de Toronto Toronto (Ontario)

Du 3 au 5 mai

BookExpo America New York, États-Unis

Du 10 au 13 mai

Art Chicago Chicago, États-Unis

Du 15 au 26 mai

Festival international du film de Cannes Cannes, France

Du 27 mai au 2 juin

Festival international des enfants de Vancouver Vancouver (Colombie-Britannique)

Du 29 mai au 3 juin

SOFA New York (exposition d'artisanat contemporain) New York, États-Unis

JUIN

Du 4 au 10 juin

Réunion générale annuelle du Conseil international d'études canadiennes Ottawa (Ontario)

Du 9 au 14 juin

Festival de la télévision de Banff Banff (Alberta)

Du 21 au 24 juin

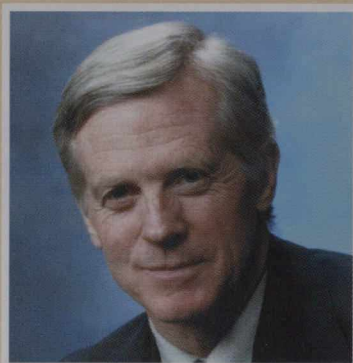
BookExpo Canada Toronto (Ontario)

Du 27 juin au 7 juillet

Festival international de jazz de Montréal Montréal (Québec)

LES NOUVEAUX MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

orienteront la politique étrangère canadienne



Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique)
David Kilgour



Le secrétaire d'État (Europe centrale et
orientale et Moyen-Orient) Gar Knutson



Le secrétaire d'État (Amérique latine et
Afrique) (Francophonie) Denis Paradis

À la suite de l'important remaniement ministériel effectué le 15 janvier 2002 par le premier ministre Jean Chrétien, de nouveaux ministres et secrétaires d'État s'ajoutent à la tête de la politique étrangère canadienne. Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, demeure toutefois à son poste et le secrétaire d'État, David Kilgour, change de fonctions au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici la nouvelle équipe.

Bill Graham est désormais ministre des Affaires étrangères. Nous vous le présentons en entrevue à la page ci-contre.

Pour le seconder dans ses tâches, M. Graham est entouré de trois secrétaires d'État, dont David Kilgour, qui était secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) depuis juin 1997, et qui occupe maintenant le poste de secrétaire d'État (Asie-Pacifique). M. Kilgour s'est tracé des priorités très précises : « Diversifiée et dynamique, l'Asie-Pacifique est d'une importance primordiale pour le Canada. Notre commerce avec cette région a atteint près de 74 milliards de dollars en 2000, soit davantage que nos échanges avec l'Europe. Dans mes nouvelles fonctions, j'ai donc l'intention d'y promouvoir le commerce, les services éducatifs canadiens, les valeurs canadiennes et la bonne gouvernance. »

Député fédéral depuis 1993 et ancien secrétaire parlementaire du premier ministre de 1998 jusqu'à sa nomination au Cabinet, Gar Knutson est le nouveau secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient). M. Knutson aborde ainsi ses nouvelles responsabilités : « Mon poste est nouveau et reflète l'importance accrue que le Canada accorde à ces régions. J'entends me consacrer notamment à la promotion de nos liens économiques et commerciaux avec les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'avec les pays du Moyen-Orient, et plus particulièrement ceux du golfe Persique. Les questions ayant trait à la sécurité, dont la promotion de la paix et la stabilité dans toutes ces régions figureront aussi au nombre de mes principales préoccupations. »

Élu à la Chambre des communes en 1995, Denis Paradis était auparavant secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Coopération internationale et du ministre responsable de la Francophonie. Il est désormais secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie). M. Paradis est très enthousiaste : « Comme l'accent sera mis sur l'Afrique au prochain Sommet du G8, je veux contribuer à la recherche de solutions innovatrices pour combler le fossé de plus en plus grand qui sépare le continent africain du reste du monde. Nous avons là une occasion d'élargir le rôle politique de la Francophonie; je compte inciter cette organisation à jouer

suite à la page 6

L'IMPORTANCE DE L'ESPRIT D'ÉQUIPE

Entrevue avec le ministre des Affaires étrangères Bill Graham

Même si M. Graham n'est ministre des Affaires étrangères que depuis le 15 janvier, il connaît très bien la politique étrangère canadienne, ayant présidé le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de 1995 jusqu'à sa nomination. Voici un aperçu de la façon dont il les aborde et de la façon dont il envisage le rôle du Canada dans le monde.

Canada — Regard sur le monde : M. Graham, comment vous percevez-vous et comment envisagez-vous vos nouvelles fonctions?

Bill Graham : Je me considère comme quelqu'un qui aime travailler en équipe. Et la politique étrangère est certainement une affaire d'équipe : le premier ministre représente le Canada aux grandes réunions internationales comme les Sommets du G8, du Commonwealth, de la Francophonie, des Amériques ou de la Coopération économique Asie-Pacifique. Le ministre du Commerce international fait valoir les intérêts des exportateurs. La ministre de la Coopération internationale gère le programme d'aide au développement. Les secrétaires d'État s'occupent de dossiers spécifiques touchant plusieurs régions du monde. Ce sont là autant d'éléments de la même politique étrangère canadienne, une politique que nous définissons à la fois au Cabinet et au Ministère. Bien que mon rôle soit de déterminer les grandes orientations de notre politique étrangère et d'en superviser l'exécution au quotidien, je n'en suis pas moins membre d'une équipe impressionnante qui veille aux intérêts du Canada sur la scène internationale.

Canada — Regard sur le monde : Comment voyez-vous cette politique étrangère et le rôle du Canada dans le monde?

Bill Graham : Notre politique étrangère comporte depuis toujours deux volets principaux : nos relations avec les États-Unis et notre engagement dans le monde au plan multilatéral.

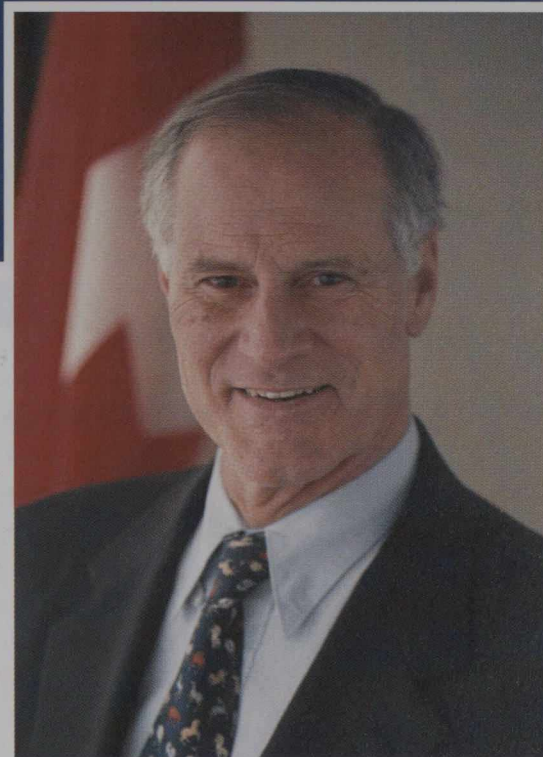
Pour le Canada, les relations qu'il entretient avec les États-Unis sont de toute première importance. Ces

relations sont fondées sur notre histoire, notre géographie, notre prospérité et notre sécurité communes. Démocraties libérales fortes et sociétés diversifiées constituées d'immigrés, nous partageons de nombreuses valeurs communes et de vastes liens familiaux. Mais nous restons des pays distincts et souverains, dotés d'identités distinctives et de rôles très différents dans le monde. Et nous ne sommes pas toujours d'accord. Le Canada a généralement privilégié de larges relations multilatérales avec ses nombreux partenaires de divers pays du monde. Par exemple, le Canada devient de plus en plus un pays de l'hémisphère, qui resserre ses liens avec toutes les régions des Amériques.

Je m'intéresse beaucoup aux institutions multilatérales. C'est grâce à la solidarité que permettent ces institutions que nous pouvons améliorer notre mieux-être collectif et faire avancer nos objectifs communs. Des institutions comme le Commonwealth, la Francophonie et l'Organisation des États américains, par exemple, peuvent jouer un rôle très important. Le Canada est depuis longtemps et restera un acteur de premier plan au sein de ces institutions, notamment grâce à sa capacité de servir d'intermédiaire pour résoudre les différends entre les gens, dans diverses parties du monde.

Je porte aussi un grand intérêt au système des Nations Unies, qui depuis 57 ans accomplit des progrès extraordinaires, bien qu'il reste certes beaucoup à faire pour améliorer le sort de l'humanité. Nous avons siégé au Conseil de sécurité six fois depuis la fondation de l'ONU en 1945, et nous y avons fait énormément progresser des dossiers comme la protection des civils dans les conflits.

suite à la page 6



Le ministre des
Affaires étrangères
Bill Graham

LES NOUVEAUX MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT (suite de la page 4)

un plus grand rôle dans la promotion de la démocratie et de la bonne conduite des affaires publiques parmi ses membres. Enfin, nous avons réaffirmé notre intérêt pour les Amériques et les Antilles l'an dernier à Québec, et j'ai l'intention de me concentrer sur le renforcement des liens politiques et économiques avec cette région. »

Susan Whelan a été nommée ministre de la Coopération internationale. Députée depuis 1993, M^{me} Whelan a été secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national et a présidé le Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie. Ses priorités sont la réduction

de la pauvreté et la bonne gestion publique dans les pays en développement : « Les Canadiens et les Canadiennes tendent la main au reste du monde. Nous ramenons les

filles et les garçons dans les salles de classe, nous appuyons la participation des femmes à leurs collectivités, des initiatives locales à la réforme gouvernementale, et nous aidons à combattre des maladies comme la tuberculose, le VIH/sida et la malaria. Le Canada appuie également les efforts de consolidation de la paix en situation de conflit, et nous travaillons à protéger l'environnement et à promouvoir le développement économique dans les pays pauvres. J'ai l'intention de veiller à ce que nos programmes soient mis en œuvre de manière à renforcer l'efficacité de l'aide que nous fournissons, particulièrement en coordonnant l'action des donateurs et en assurant la prise en charge locale. Mes autres priorités sont le développement économique et social en Afrique et la reconstruction à long terme en Afghanistan. 🍁



La ministre de la Coopération internationale Susan Whelan

Une biographie des nouveaux ministres et secrétaires d'État est disponible à www.dfait-maeci.gc.ca/dfait/menu-f.asp

L'IMPORTANCE DE L'ESPRIT D'ÉQUIPE (suite de la page 5)

Canada — Regard sur le monde : À la suite des attentats terroristes du 11 septembre dernier aux États-Unis, le Canada et la communauté internationale dans son ensemble ont été forcés de revoir en profondeur leurs systèmes de sécurité et leur façon de mener la lutte au terrorisme. Cela aura-t-il une influence sur vos priorités en matière de politique étrangère?

Bill Graham : Il est évident que le terrorisme constitue une menace sérieuse pour la démocratie et pour la paix dans le monde. Notre politique étrangère doit tenir compte de cette menace et s'y ajuster. Il sera de plus en plus important, au cours des années à venir, de corriger les conditions favorables au terrorisme, qu'elles soient politiques,

économiques ou autres. Cela ne peut se faire qu'en étroite collaboration avec le reste de la communauté internationale.

Canada — Regard sur le monde : Le Canada sera l'hôte du Sommet du G8 les 26 et 27 juin. On sait que la question du développement économique de l'Afrique sera un enjeu majeur du Sommet. Comment entrevoyez-vous la situation en Afrique et l'engagement du Canada en faveur d'une action concrète pour sortir ce continent de sa pauvreté endémique?

Bill Graham : La promotion du développement de l'Afrique revêt une importance considérable pour moi. Si nous ne parvenons pas à trouver des solutions aux problèmes qui affligent ce continent, à commencer par la pauvreté, le sida et les conflits armés, c'est notre propre sécurité qui sera compromise. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, les catastrophes qui frappent un continent entier finissent inévitablement par avoir des répercussions chez nous. Tant notre sécurité que notre prospérité sont menacées par l'instabilité qui résulte des conflits prolongés, des menaces à la santé publique et des crises financières répétées. 🍁

Consultez le site Web du MAECI pour une biographie de M. Graham et de plus amples renseignements sur la politique étrangère du Canada : www.dfait-maeci.gc.ca

L'après-11 septembre

LES DIPLOMATES CANADIENS POURSUIVENT LEUR TRAVAIL ESSENTIEL

Le 10 décembre dernier, le chef de la fonction publique canadienne, Mel Cappe, remettait 50 Mentions élogieuses à des groupes de fonctionnaires de 20 ministères et organismes fédéraux qui se sont signalés par leurs services éminents, au pays et à l'étranger, dans le sillage des tragiques événements du 11 septembre. Parmi les lauréats figuraient des diplomates du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, plus précisément de la Direction générale des affaires consulaires et du haut-commissariat du Canada au Pakistan.

Dans son allocution à la cérémonie de remise des prix, M. Cappe a fait observer qu'en situation de crise nationale, les services des fonctionnaires sont d'autant plus nécessaires, plus visibles et plus appréciés. « Dans les petites choses comme dans les grandes, a-t-il ajouté, les fonctionnaires se sont montrés souples, efficaces et sensibles aux besoins des Canadiens et des Canadiennes. »

Au coeur de la tragédie : New York et Washington

Les attentats du 11 septembre ont fait 2 830 victimes, dont 24 Canadiens, aux États-Unis. Pour de nombreux employés du MAECI, c'était le début de la crise la plus grave qu'ils aient jamais eu à traverser.

À Ottawa, Serge Paquette et ses collègues du Centre des opérations du Ministère ont travaillé sans relâche pour répondre aux appels de parents et d'amis inquiets, trouver les personnes disparues et venir en aide aux Canadiens qui se trouvaient à l'étranger et ne pouvaient pas rentrer au pays à cause de l'interruption des transports aériens. Le Centre des opérations a reçu 5 500 appels dès le premier jour, et plus de 30 000 au cours des trois premières semaines.

Surmontant leur stupéfaction initiale, les 80 membres du personnel du Consulat général à New York se sont attaqués à une tâche gigantesque : repérer les nombreux Canadiens dont on était sans nouvelles depuis les attentats



Le 10 décembre 2001 à Ottawa, Michael Phillips (à gauche), consul général du consulat général du Canada à New York, a reçu la Mention élogieuse de la fonction publique au nom de la Direction générale des affaires consulaires. Gerry Lisk (à droite), conseiller à l'administration, a reçu la Mention au nom du haut-commissariat du Canada à Islamabad. Au centre, on aperçoit Gaëtan Lavertu, sous-ministre des Affaires étrangères.

perpétrés au World Trade Centre et porter secours à ceux qui en avaient besoin, alors qu'eux-mêmes ignoraient ce qu'étaient devenus leurs propres parents et amis. Ils ont travaillé jour et nuit sous la direction du consul général, Michael Phillips, pour retrouver les personnes portées disparues et pour aider les Canadiens en détresse à Manhattan.

En quelques semaines seulement, ils ont répondu à 22 000 appels téléphoniques. « Nous étions au coeur de la tragédie, rappelle M. Phillips.

Tous les employés ont

fait preuve d'un courage constant et d'un dévouement extraordinaire. »

À Washington, l'ambassadeur Michael Kergin et ses collaborateurs ont immédiatement entrepris de retrouver les Canadiens qui se trouvaient dans la région et d'établir des liens de communication entre les fonctionnaires d'Ottawa et de Washington, notamment à propos des services de police, de sécurité et de renseignement. L'ambassade a vu sans cesse défiler fonctionnaires et

dirigeants politiques chargés de renforcer la sécurité et de mener la lutte contre le terrorisme.

Dans l'oeil du cyclone : Islamabad

À des milliers de kilomètres des lieux des attentats, les diplomates canadiens du haut-commissariat à Islamabad, au Pakistan, en ont ressenti les effets. Sous la direction du haut-commissaire Konrad Sigurdson, ils ont travaillé jour et nuit pour prendre contact avec les 1 000 Canadiens résidant dans ce pays, veiller à la sécurité des employés canadiens et de leurs familles, et traiter de nombreuses demandes de visa au nom des conjoints de Canadiens ayant double citoyenneté qui voulaient se rendre au Canada. Ils ont également aidé des journalistes canadiens qui arrivaient au Pakistan en vue de se rendre en Afghanistan et qui éprouvaient des difficultés. Un journaliste victime d'un enlèvement a été libéré grâce à l'intervention du haut-commissariat. La charge de travail s'est accrue à mesure que la situation s'aggravait, et une douzaine d'employés canadiens ont été évacués vers Ottawa avec leur famille le 9 octobre, soit deux jours après le début des bombardements en Afghanistan.

La crise a éclaté alors que Konrad Sigurdson venait à peine d'arriver à Islamabad pour assumer ses fonctions de haut-commissaire. « Ma première journée de travail complète à la mission a été le 10 septembre, raconte-t-il. En fait, j'ai eu deux jours pour me préparer, à cause du décalage horaire qui a fait que le premier attentat s'est produit à New York le 11 septembre peu après 17 h 30, heure du Pakistan. Nous étions quelques-uns à n'avoir pas encore quitté le bureau, et avons observé avec horreur et incrédulité le déroulement des événements. Dans les jours suivants, il est apparu que l'Afghanistan deviendrait le nouveau centre de l'attention mondiale et qu'en conséquence la situation au Pakistan, déjà précaire sur le plan financier et politique, allait changer. »

Le haut-commissariat à Islamabad s'occupe des intérêts canadiens en Afghanistan, de sorte qu'il s'est trouvé en première ligne, vu la participation du Canada à la campagne militaire menée par les États-Unis. « Nous étions déjà en état d'alerte maximum le 7 octobre lorsque les frappes aériennes ont commencé », explique Gerry Lisk, conseiller à l'administration. Ayant mis les bouchées



photo : Presse canadienne PC

En décembre 2001, des réfugiés afghans traversent la frontière du Pakistan pour fuir les combats intenses se déroulant aux environs de la ville de Kandahar, située dans le sud de l'Afghanistan.



Dans l'oeil du cyclone : le haut-commissariat du Canada à Islamabad, au Pakistan

doubles pour adapter son plan d'urgence à la situation de l'après-11 septembre, le personnel du haut-commissariat était prêt à agir rapidement en cas d'action militaire. Quelques heures à peine après les premières frappes aériennes, plus du tiers des employés canadiens rentraient au Canada avec leur famille.

Après plus de 20 ans de guerres et de bouleversements politiques, économiques et sociaux, une des tâches les plus difficiles à réaliser en Afghanistan est de reconstruire les infrastructures; la ville de Kaboul, par exemple, a été presque complètement détruite. Or, la reconstruction exige une aide étrangère substantielle, mais l'absence de services administratifs et de sécurité de base complique l'acheminement de cette aide, alors qu'il est impossible sans elle d'améliorer la sécurité et l'infrastructure. Le Canada a été un des premiers pays à offrir son assistance à l'Afghanistan, convertissant des prêts de 447 millions de dollars en aide au développement. Parmi les membres du personnel canadien restés à Islamabad après l'évacuation se trouvaient des agents de l'Agence canadienne de développement international chargés d'observer la situation humanitaire à la frontière pakistano-afghane et d'évaluer les besoins de l'Afghanistan en matière d'aide et de reconstruction.

L'absence d'administration complique aussi la tâche des diplomates : l'Afghanistan manque de lignes pour les appels téléphoniques et les télécopies, ainsi que de papier et de machines à écrire, sans parler des ordinateurs et du courriel. Pour cette raison, il a été difficile de préparer le voyage du vice-premier ministre John Manley au Pakistan, en Inde et en Afghanistan en janvier; pour le passage de M. Manley à Kaboul, où les communications sont déficientes, le personnel du haut-commissariat a dû s'adapter à l'absence de protocole diplomatique, par exemple lorsqu'il s'est agi d'annoncer que le Canada renouait ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan. Le 25 janvier, lorsqu'il a rencontré le président de l'administration provisoire d'Afghanistan, Hamid Karzai,

M. Manley lui a présenté le haut-commissaire Sigurdson, nouvellement nommé ambassadeur du Canada en Afghanistan. Comme ce dernier lui annonçait qu'il lui présenterait sous peu ses lettres de créance, M. Karzai lui a répondu : « Vous venez de le faire. Soyez le bienvenu, Monsieur l'ambassadeur. »

Un travail de longue haleine

Les membres du personnel des missions du Canada à l'étranger, particulièrement ceux travaillant dans « l'oeil du cyclone », sont plus attentifs que jamais à la sécurité dans leurs activités quotidiennes : ils prennent soin de varier le trajet qu'ils empruntent pour se rendre au travail et d'éviter les grands rassemblements, et le courrier est manipulé autrement depuis la menace de contamination par l'anthrax. Dans un ministère voué à la gestion des crises, observe Gerry Lisk, « nos collaborateurs doivent fournir un effort supplémentaire considérable. Dans nos missions, le travail d'équipe est une nécessité absolue, y compris avec l'Administration centrale et le personnel recruté sur place ».

Les employés évacués et leur famille étaient tous rentrés à Islamabad à la fin de décembre. Le travail se poursuit de façon ininterrompue alors que les opérations militaires continuent en Afghanistan et qu'au Pakistan se livre une autre bataille : débarrasser ce pays du terrorisme et rétablir l'ordre public. Le 17 mars, une église située dans l'enclave diplomatique d'Islamabad a été la cible d'un attentat qui a tué 3 personnes et en a blessé 40 autres, dont 3 Canadiens. La tourmente n'est donc pas finie, et d'autres employés canadiens pourraient se joindre à la mission cet été pour lui prêter main-forte face aux conséquences à long terme des événements du 11 septembre. 🍁

Pour en savoir plus au sujet du travail accompli par les diplomates canadiens au lendemain des attentats terroristes, rendez-vous au site Web <http://leadership.gc.ca> et cliquez sur « Édition spéciale 11 septembre : en arrière-scène ». Vous pouvez aussi consulter le numéro 14 de *Canada — Regard sur le monde* à www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

EN ROUTE VERS KANANASKIS

L'Afrique au cœur du Sommet du G8

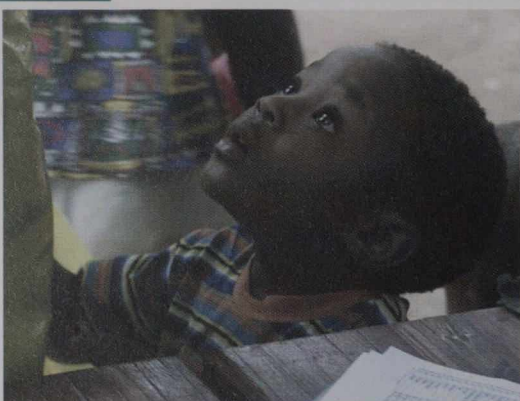
Les 26 et 27 juin 2002, le Canada sera l'hôte à Kananaskis, en Alberta, du 28^e Sommet du G8 (ou Groupe des sept pays les plus industrialisés plus la Fédération de Russie). Même si les questions économiques occuperont une place importante dans l'ordre du jour du Sommet, c'est aussi le développement futur de l'Afrique qui monopolisera l'attention. Le premier ministre Jean Chrétien en a fait une priorité personnelle.

La pauvreté est la pire forme de violence.

—Mahatma Gandhi

Un continent à la dérive

Le 1^{er} février dernier, lors du Forum économique mondial à New York, le premier ministre Chrétien a lancé un vibrant



Un enfant atteint du sida dans un refuge de l'Afrique du Sud. Le personnel de cet établissement autofinancé prend soin des enfants abandonnés et des enfants atteints du sida dont les familles ne peuvent s'occuper. Selon les estimations les plus récentes de l'ONUSIDA/OMS, le VIH/sida a enlevé la vie à 3 millions d'adultes et d'enfants en 2001 dont 2,3 millions en Afrique subsaharienne.

appel en faveur d'une nouvelle solidarité internationale envers l'Afrique : « Quels que soient l'indice ou la mesure utilisés, l'Afrique vit aujourd'hui en marge de la société mondialisée. Et elle risque de prendre tellement de retard qu'elle n'arrivera jamais à le rattraper. Il faut éviter cela à tout prix. Tous les pays ont l'obligation morale de redresser la situation. C'est d'ailleurs dans leur intérêt économique de le faire. En travaillant en partenaires avec les Africains à concrétiser leurs espoirs, nous affirmons notre humanité commune. »

Pour marquer l'urgence d'agir, M. Chrétien a évoqué quelques faits et chiffres éloquentes :

- l'Afrique est aujourd'hui le seul continent où la pauvreté est en hausse;

- le revenu de près de la moitié de la population de l'Afrique subsaharienne est de moins d'un dollar par jour;
- l'Afrique compte 10 p. 100 de la population mondiale, mais sa part du commerce mondial se chiffre seulement à 1,5 p. 100;
- l'espérance de vie n'y est que de 47 ans et va en diminuant;
- des 40 millions de personnes infectées par le VIH/sida, plus des deux tiers habitent en Afrique subsaharienne, et près de 70 p. 100 des nouveaux cas y sont recensés;
- plus de 140 millions de jeunes Africains sont analphabètes;
- un Africain sur cinq vit dans une zone de conflit armé.

Passer à l'action

L'an dernier, au Sommet du G8 tenu à Gênes, en Italie, une délégation de dirigeants africains progressistes a présenté la Nouvelle Initiative africaine (NIA). Cette initiative proposait de faire un examen approfondi de la situation en Afrique et d'adopter un plan d'action visant à relever les défis sociaux, politiques et économiques auxquels sont confrontés les populations africaines. La NIA a depuis été remaniée par les dirigeants africains avec l'aide des pays du G8 et s'appelle maintenant le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA).

Selon le premier ministre, le NPDA représente une occasion marquante d'ouvrir un chapitre neuf dans l'histoire de l'humanité. Il croit qu'il n'est pas seulement juste d'en appliquer les principes, mais que « c'est aussi un bon investissement. Un investissement dans notre avenir commun, dans notre sécurité collective et dans notre humanité commune ».

M. Chrétien a ajouté que la qualité de vie apportée par la mondialisation à un si grand nombre d'entre nous doit également être accessible à chacun : « Pour avoir un sens véritable, la prospérité doit être porteuse de progrès et d'espoir pour tous. »

SOMMETS PRÉCÉDENTS DU G7-G8 TENUS AU CANADA

- 1981 Ottawa (Ontario) et Montebello (Québec)
- 1988 Toronto (Ontario)
- 1995 Halifax (Nouvelle-Écosse)

Afin de concrétiser leur engagement envers l'Afrique, les pays du G8 — qui ont demandé au Canada de prendre en mains ce dossier — adopteront un plan d'action à Kananaskis, plan d'action que les représentants personnels des dirigeants du G8 et des pays africains sont en train d'élaborer. M. Chrétien a indiqué qu'il est bien déterminé à ce que les discussions des dirigeants du G8 aboutissent à un plan concret qui leur permettra de travailler de concert avec les États africains à éliminer la pauvreté et à stimuler une croissance durable en Afrique.

D'après le premier ministre, ce plan d'action ne devra pas seulement encourager le développement économique de l'Afrique, mais aussi le développement démocratique. « Les Africains ont beaucoup trop souffert de malheurs, de guerres, de privations, de tyrannie et de corruption. Beaucoup de brillants espoirs et de nobles idéaux ont échoué sur les rives de l'Afrique », a déclaré M. Chrétien.


L'engagement du Canada

Dans son budget déposé en décembre 2001, le gouvernement du Canada a créé un fonds pour l'Afrique d'une valeur de 500 millions de dollars. Ce fonds permettra d'appuyer les objectifs du NPDA, au moyen de la mise en oeuvre du plan d'action qui sera adopté à Kananaskis.

Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, le Canada a effacé plus de 1 milliard de dollars de la dette étrangère contractée par des pays en développement. Le 1^{er} janvier 2001, le gouvernement a en outre cessé de recouvrer ses créances auprès de 11 pays pauvres très endettés, qui se sont engagés dans des réformes. L'aide

à la réduction de la dette restera l'une des priorités du gouvernement du Canada.

Il n'est cependant pas suffisant d'effacer ou de réduire la dette des pays pauvres. Il faut aussi favoriser le commerce avec l'Afrique ainsi que les investissements sur le continent africain par les pays développés. Dans son discours à New York, M. Chrétien a sollicité l'engagement des chefs d'entreprise en vue de former avec les Africains un nouveau partenariat pour le développement, la croissance et la prospérité. « Je ne lance pas ce défi à la légère, a-t-il dit. Ce sera assurément une tâche gigantesque que de redresser l'Afrique. »

Enfin, M. Chrétien a beaucoup insisté sur le concept de partenariat : « Il y a deux ans à Okinawa, au Japon, j'ai dit à mes collègues du G8 que les pays [...] devaient être associés à leur propre développement à titre de partenaires à part entière. Par conséquent, le plan d'action du G8 pour l'Afrique sera conçu pour aider les gouvernements africains qui veulent travailler avec leurs citoyens et en leur nom à instaurer une paix et une sécurité durables, à remédier aux crises en matière de santé et d'éducation, à renforcer la gouvernance démocratique et à libéraliser le commerce et l'investissement. » 

Si vous souhaitez vous renseigner sur les activités liées au Sommet du G8 à Kananaskis ou participer à une consultation électronique, consultez le site Web suivant : www.g8.gc.ca

Pour vos questions ou commentaires concernant le Sommet, vous pouvez également composer sans frais (à partir du Canada seulement) le 1 888 316-2002.

Le village de Kananaskis, dans la région de Kananaskis (Alberta) — le lieu où se déroulera en juin le Sommet du G8 de cette année, qui consistera en deux journées de réflexion.

LA MISSION D'ÉQUIPE CANADA EN RUSSIE ET EN ALLEMAGNE

Du 12 au 22 février 2002, le premier ministre Jean Chrétien, accompagné des chefs de gouvernement des provinces et des territoires, a dirigé une mission d'Équipe Canada à destination de Moscou, de Berlin et de Munich. C'était la première mission d'Équipe Canada en Europe. Plus de 300 gens d'affaires canadiens y participaient.

La mission d'Équipe Canada avait un double but :

- renforcer la présence du Canada sur le marché en pleine croissance de la Russie en faisant mieux connaître les entreprises canadiennes;
- multiplier les échanges, déjà fructueux, en matière de commerce et d'investissement avec l'Allemagne, qui est la plus riche économie

d'Europe et le premier exportateur mondial.

Regain d'optimisme en Russie

L'économie russe, de plus en plus ouverte, est en plein essor. La Russie passe enfin à une économie de marché, où la demande de produits et services croît rapidement et fait naître

de nouveaux débouchés. Un vent d'optimisme nouveau souffle également sur le milieu des affaires, confiant que les progrès vont se poursuivre.

En 2000, les échanges commerciaux bilatéraux entre le Canada et la Russie ont atteint presque 870 millions de dollars. Les exportations du Canada vers la Russie ont augmenté à un taux constant depuis 1999, et à un niveau beaucoup plus élevé en 2001. D'excellentes perspectives se dessinent dans beaucoup de secteurs, dont surtout le pétrole et le gaz, l'agroalimentaire, l'énergie, les mines, la construction, les transports, les technologies de l'information et des communications, et les services éducatifs.

L'Allemagne, un partenaire prospère

L'Allemagne, avec ses 82 millions de consommateurs bien nantis et une structure industrielle hautement avancée, offre aux entreprises canadiennes des débouchés inégalés. L'Allemagne, qui est aussi la plus grande économie importatrice et la troisième plus importante économie du monde, procure des liens solides aussi bien avec l'Europe de l'Ouest qu'avec l'Europe de l'Est. Depuis la réunification, Berlin, la capitale, vit une renaissance extraordinaire et est devenue le plus grand chantier de construction en Europe. Quant à



Le premier ministre Jean Chrétien et le président russe Vladimir Poutine échangent des chandails de hockey à Moscou peu avant que le Canada ne remporte la médaille d'or et la Russie la médaille de bronze dans cette discipline aux Jeux olympiques. Ils sont accompagnés de joueurs de l'équipe canadienne de hockey qui a battu la Russie dans la série maintenant légendaire de 1972.

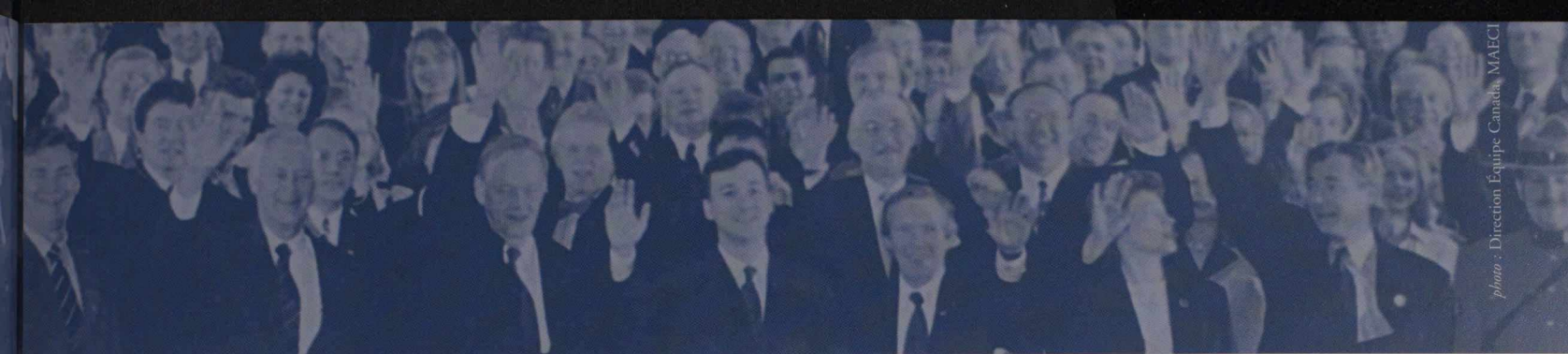


photo : Direction Équipe Canada, MAECI

Les membres de la mission commerciale d'Équipe Canada en Allemagne et en Russie. Devant : le premier ministre Jean Chrétien entouré des premiers ministres provinciaux et des dirigeants des gouvernements territoriaux; le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew est à l'extrême droite.

Munich, elle compte certaines des plus grandes entreprises allemandes dans des secteurs clés comme l'industrie automobile, les technologies de l'information, les médias et la biotechnologie.

L'Allemagne est l'un des plus importants partenaires du Canada dans le domaine de l'investissement et l'un de nos principaux marchés en Europe dans plusieurs secteurs dont l'aérospatiale, l'industrie automobile, les services financiers, les produits pharmaceutiques et les produits culturels. En 2000, les échanges commerciaux bilatéraux entre le Canada et l'Allemagne ont atteint presque 11 milliards de dollars, plaçant l'Allemagne au sixième rang des partenaires commerciaux du Canada.

La télévision et la presse allemandes ont accordé une vaste couverture à la mission d'Équipe Canada, en raison surtout des rencontres qui ont eu lieu entre le premier ministre, les ministres et des politiciens allemands de haut niveau.

Durant la mission, l'Ontario et l'Alberta ont établi des centres de commercialisation provinciaux au sein du consulat du Canada à Munich. Annoncés par M. Chrétien et les premiers ministres Mike Harris et Ralph Klein, ces centres de ressources appuieront les gens d'affaires des deux provinces souhaitant pénétrer le marché allemand et seront à la disposition des Allemands intéressés à faire des affaires en Ontario et en Alberta.

De plus, ces centres donneront accès au marché européen dans son ensemble et aideront l'Ontario et l'Alberta à demeurer compétitives sur les plans du commerce et de l'investissement à l'échelle internationale.

Nouvelles ententes et autres réalisations

La mission d'Équipe Canada a permis de récolter plus d'un demi-milliard de dollars en nouvelles ententes. En voici les faits saillants :

Quelque 133 ententes commerciales ont été conclues à Moscou, Berlin et Munich, valant près de 584 millions de dollars, dont 41 contrats fermes, 88 protocoles d'entente et lettres d'intention, ainsi que 4 investissements. Les ententes couvrent un large éventail de domaines, notamment les télécommunications, les technologies de l'information, l'aviation, la technologie médicale, les produits alimentaires, l'éducation, le logement et les coproductions cinématographiques.

La mission a fait la promotion des 300 entreprises canadiennes participantes. On comptait parmi celles-ci plus de 150 petites et moyennes entreprises qui, sur le plan de la commercialisation et de l'expansion, ont profité le plus de la visibilité conférée par cette mission.

À Berlin et à Munich, deux séminaires sur l'investissement et trois sur les sciences et la technologie dans les domaines de la photonique, de la biotechnologie et du transfert de technologie ont suscité beaucoup

Pour en apprendre davantage sur les missions d'Équipe Canada et sur nos relations avec la Russie et l'Allemagne, consultez les sites Web suivants :

www.tcm-mec.gc.ca

www.canadaeuropa.gc.ca

d'intérêt. Chaque séminaire a attiré plus de 900 cadres supérieurs de grands conglomérats et de petites et moyennes entreprises allemandes.

Un nouveau Programme d'action commun entre le Canada et la Russie destiné à renforcer la coopération bilatérale a été créé. Nos deux pays ont signé un accord au sujet de la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire et ont conclu des négociations portant sur un accord de coopération douanière.

Perspectives prometteuses

L'avenir de nos relations avec la Russie et l'Allemagne paraît maintenant prometteur, nos nombreuses affinités étant un atout non négligeable dans un contexte où la concurrence internationale s'avère plus intense que jamais. Selon le premier ministre Chrétien : « Cette mission d'Équipe Canada a constitué une occasion exceptionnelle. Je suis persuadé qu'elle insufflera une énergie nouvelle à nos relations commerciales, qui continuent de stimuler le secteur de l'emploi et d'alimenter la croissance économique du Canada. » 🍁

LE COMMONWEALTH AU XXI^e SIÈCLE

La première réunion des dirigeants du Commonwealth au XXI^e siècle a eu lieu du 2 au 5 mars 2002 à Coolum, en Australie, sous le thème « Le Commonwealth au XXI^e siècle : continuité et renouveau ». L'institution fait actuellement face à des défis qui l'ont amenée à s'interroger sur les moyens à prendre pour assurer sa pertinence tout en préservant ses forces traditionnelles.

Cette conférence de quatre jours a fourni aux dirigeants l'occasion de discuter dans une atmosphère détendue de divers dossiers concernant la situation politique et économique internationale. Bien qu'ils aient consacré une grande partie de leur temps à la question du Zimbabwe, ils ont aussi approuvé le Plan d'action du Commonwealth contre le terrorisme et un nouveau programme d'action en faveur des petits États. Ils ont également émis la Déclaration de Coolum, qui entérine le rapport du Groupe d'examen de haut niveau et réaffirme

l'adhésion des dirigeants aux valeurs politiques et économiques fondamentales du Commonwealth.

Zimbabwe

Le plus grand défi auquel les dirigeants ont été confrontés a été de s'entendre sur l'attitude à adopter face à la situation du Zimbabwe, où la vie démocratique s'est sérieusement détériorée ces derniers mois. Selon certains, il fallait suspendre ce pays du Commonwealth avant les élections des 9 et 10 mars en raison des mesures antidémocratiques imposées par le président Robert Mugabe. Pour

d'autres, dont le Canada, il valait mieux s'abstenir de toute action en attendant de voir comment les élections se dérouleraient. Respectant la règle du consensus, les dirigeants ont finalement accepté un compromis inspiré par le Canada, aux termes duquel une « troïka » formée du président actuel, de son prédécesseur et de son successeur décidera des mesures à prendre à la lumière du rapport que produira le groupe d'observateurs électoraux du Commonwealth au Zimbabwe. Si le rapport est négatif, ces mesures pourront aller du blâme collectif jusqu'à la suspension.

Dans leur Déclaration finale, les dirigeants ont réitéré l'engagement pris dans la Déclaration de Harare de 1991 en faveur de la démocratie, qui est une des conditions essentielles d'appartenance au Commonwealth, et des autres principes fondamentaux de l'organisation, à savoir la bonne gestion publique, la primauté du droit, la liberté d'expression et la protection des droits de la personne.

Deux semaines après la conférence de Coolum, le groupe d'observateurs du Commonwealth a présenté son rapport, qui comportait des conclusions négatives. Le 19 mars, la troïka a donc décidé de suspendre le Zimbabwe des conseils du Commonwealth immédiatement et pour une période d'un an. Cette décision sera revue au bout de 12 mois, en fonction des progrès accomplis par le Zimbabwe conformément aux principes de la Déclaration de Harare et aux rapports du secrétaire général. Cette démarche corrobore la décision prise à Coolum d'attendre le rapport des observateurs électoraux et reflète la volonté du Commonwealth de défendre les principes de Harare.

Les défis du XXI^e siècle

Conformément au thème de leur réunion de Coolum, les dirigeants ont par ailleurs convenu de préserver les forces traditionnelles de l'organisation tout en adoptant une série de mesures



Le premier ministre Jean Chrétien (à droite) et le premier ministre australien John Howard à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth 2002, tenue en mars à Coolum, en Australie



Sa Majesté la Reine Elizabeth II, chef du Commonwealth, en compagnie de représentants à la réunion de Coolum (de gauche à droite) : John Howard, premier ministre de l'Australie; Don McKinnon, secrétaire général du Commonwealth; Tony Blair, premier ministre du Royaume-Uni; Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud; Bethuel Pakalitha Mosisili, premier ministre du Lesotho; Mswati III, roi du Swaziland; Tuilaepa Saiale Malielegaoi, premier ministre du Samoa; et Yoweri Museveni, président de l'Ouganda

pour la rendre plus efficace. À cet égard, ils ont approuvé le rapport du Groupe d'examen de haut niveau, qui énumérait brièvement les valeurs et les acquis du Commonwealth et formulait une série de recommandations pour l'orientation de ses programmes au cours de la prochaine décennie. À leur avis, le Commonwealth doit se concentrer sur les domaines où il jouit d'un avantage relatif, comme les programmes en faveur des jeunes, la réduction du fossé numérique et les enjeux de la mondialisation.

Compte tenu des événements du 11 septembre dernier, le renforcement de la coopération entre les pays du Commonwealth pour la lutte contre le terrorisme a également occupé une place importante à Coolum, et un plan d'action a été adopté à cet égard. Ce plan prévoit notamment des lois modèles de nature à aider les pays à mettre en oeuvre les traités contre le terrorisme; le renforcement de l'entraide juridique et des accords d'extradition; et une aide à l'application des traités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les dirigeants ont aussi reconnu l'effet

ralentisseur de ces événements sur l'économie mondiale et souligné la nécessité d'aider les pays en développement vulnérables à faire face aux nouvelles conditions extérieures plus difficiles.

Les dirigeants ont résolu de collaborer étroitement pour favoriser la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés, condition essentielle pour sortir les pays en développement de la pauvreté. Ils ont reconnu l'importance d'une croissance durable et équitable et ont incité les gouvernements à participer à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement (du 18 au 22 mars à Monterrey, au Mexique) et au Sommet mondial sur le développement durable (du 26 août au 4 septembre à Johannesburg, en Afrique du Sud).

Le Commonwealth reconnaît les vulnérabilités des petits États et, à Coolum, les dirigeants ont entériné à leur sujet un nouveau programme de travail du Commonwealth. Les principaux objectifs de ce programme sont de faire en sorte que les petits États puissent s'intégrer avec profit à l'économie mondiale, d'atténuer

les conséquences qu'entraînent pour eux les événements du 11 septembre, et de parer à l'incidence du changement climatique et des catastrophes naturelles.

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a donné au premier ministre Jean Chrétien une excellente occasion d'aborder avec ses collègues des dossiers importants pour le Canada, y compris ses plans pour le Sommet du G8 à Kananaskis, en Alberta, et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le premier ministre n'a pas manqué non plus de souligner l'importance, pour les pays qui ne l'ont pas encore fait, de signer et de ratifier la Convention sur les mines antipersonnel et le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale.

M. Chrétien a réaffirmé son appui en faveur de l'action du Commonwealth et l'importance des réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth. « Nous représentons des continents, des cultures, des histoires différentes, et c'est un forum tout à fait exceptionnel, parce que nous y avons accès à l'opinion de leaders politiques de tous les coins du monde. C'est un des grands privilèges du Canada. »

Pour en apprendre davantage sur le Canada et le Commonwealth et sur la réunion de Coolum, rendez-vous au www.dfait-maeci.gc.ca, puis cliquez sur « La politique étrangère » et consultez la section « Relations multilatérales ».

LE CADEAU DU CANADA À L'OCCASION DU CENTENAIRE DE L'AUSTRALIE

L'Australie a célébré son centenaire le 1^{er} janvier 2001. Exactement un siècle plus tôt, six colonies britanniques adoptaient une constitution créant le nouveau Commonwealth d'Australie. Il s'agissait du deuxième dominion britannique autonome à l'étranger; le Canada était le premier, en 1867.

Afin de marquer le centenaire de l'Australie, le Canada a décidé d'offrir un cadeau soulignant de façon permanente les liens étroits unissant les deux pays : un dallage en pierres, mesurant 10 mètres carrés, composé de cinq mètres cubes de granit de couleurs et textures différentes prove-

nant du Bouclier canadien et pesant 17 tonnes environ. Le projet a été officiellement dévoilé par le haut-commissaire du Canada en Australie, Jean T. Fournier, lors d'une cérémonie tenue à Canberra le 5 décembre 2001, à laquelle assistaient des dignitaires du gouvernement et des représentants des médias australiens. Le professeur Geoffrey Blainey, historien australien de renom et président du Conseil national pour le centenaire de la Fédération, a évoqué le centenaire célébré par le Canada en 1967, et a fait observer que le Canada avait, de bien des manières, ouvert la voie au développement de l'Australie en tant que nation indépendante d'États fédérés.

L'oeuvre a ensuite été expédiée en Australie, où elle a été installée (avec l'appui de la National Capital Authority) dans le nouveau projet de la Place du Commonwealth, située dans la zone parlementaire de Canberra. L'installation a été achevée le 15 mars dernier.

Le motif du dallage, choisi par un jury canado-australien, exprime la diversité de notre héritage culturel commun. Deux parties représentent les ciels nocturnes des hémisphères Nord et Sud, reliés par des courbes représentant les liens d'amitié entre les peuples et les nations. L'oeuvre reflète la diversité de nos deux sociétés et nous rappelle que, depuis plus d'un siècle, nos pays connaissent un développement dont l'évolution est remarquablement parallèle. Le dallage complète le Speaker's Square, point de mire d'un nouvel amphithéâtre dans la zone parlementaire.

Le cadeau offert par le Canada est une création du sculpteur canadien John McEwen, de Hillsdale, en Ontario (à proximité de la baie Georgienne), dont on trouve les oeuvres dans des musées, des galeries et des collections privées partout au Canada. M. McEwen a été choisi parmi les 5 finalistes qui faisaient partie des 43 artistes canadiens ayant manifesté leur intérêt pour le projet. Artiste canadien de renom, M. McEwen a notamment créé la sculpture en hommage au personnel de l'Aviation royale du Canada au Musée de l'aviation du Canada à Ottawa ainsi que *Search Light*, *Star Light*, *Spot Light*, une pièce monumentale au Centre Air Canada à Toronto. Ses oeuvres ont été exposées aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et, auparavant, en Australie, à la Biennale de Sydney en 1982.

Le projet du cadeau du centenaire de l'Australie a été appuyé financièrement par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le ministère de la Défense nationale, Patrimoine canadien et le Conseil des Arts du Canada. ♣



Cadeau offert à l'Australie par le Canada à l'occasion du centenaire de la Fédération australienne. Le dallage en granit a été conçu par le célèbre sculpteur canadien John McEwen et a été intégré par l'artiste dans le nouvel aménagement de la Place du Commonwealth, à Canberra, en mars 2002. Le motif est composé de 100 dalles de granit coloré d'un mètre carré chacune. Le cadeau sera officiellement inauguré à l'ouverture de la Place du Commonwealth plus tard ce printemps.

Pour plus d'information sur le cadeau du centenaire offert par le Canada à l'Australie, consultez : www.dfait-maeci.gc.ca/australia/oz_gift_para-f.asp

Pour plus d'information sur le programme culturel du MAECI, consultez : www.dfait-maeci.gc.ca/arts

Les conflits dans le monde

INTERVENIR OU PAS?

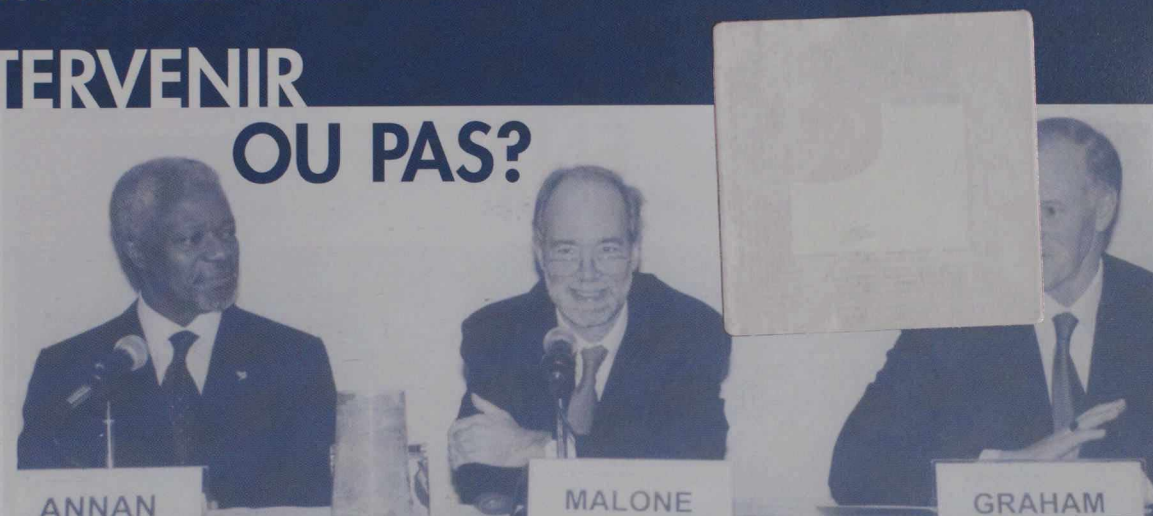
Le 15 février, le ministre des Affaires étrangères Bill Graham et le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan participaient à un séminaire à l'Académie mondiale pour la paix, à New York, où il était question du rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE).

Depuis quelques années, M. Annan pressait la communauté internationale d'en arriver à un consensus sur la délicate question du droit d'intervention humanitaire. En réponse à ses appels, le Canada créait, à l'automne 2000, la CIISE, composée de 12 membres dont 2 Canadiens. Après une année de consultations, de recherches, de délibérations et de débats intenses un peu partout dans le monde, la Commission remettait, en décembre 2001, son rapport intitulé *La responsabilité de protéger*.

Intervention par opposition à souveraineté

La question de l'intervention dans les affaires d'un autre pays a toujours été très délicate. Lorsque les puissances capables d'intervenir militairement agissent pour protéger des populations en danger, elles peuvent être critiquées — comme ce fut le cas en Somalie en 1992-1993, en Bosnie en 1995 et au Kosovo en 1999. Par ailleurs, elles ont aussi été blâmées quand elles ne l'ont pas fait — comme au Rwanda en 1994 où un génocide a fait 800 000 morts.

La grande question qui se posait aux membres de la CIISE était la suivante : en vertu du principe de l'inviolabilité de la souveraineté des États, la communauté internationale doit-elle rester inactive devant des violations massives des droits de la personne ou doit-elle au contraire intervenir pour protéger les populations menacées? La Commission a



Le ministre des Affaires étrangères Bill Graham (à droite) avec le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan (à gauche) et le président de l'Académie mondiale pour la paix David Malone au séminaire de février 2002 portant sur le rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États

indiqué clairement qu'elle était en faveur de l'intervention. Elle a cependant précisé que toute décision d'intervenir militairement devait être prise en dernier recours et reposer sur un principe fondamental : les États souverains ont la responsabilité de protéger leurs propres citoyens contre les catastrophes qu'il est possible d'éviter, qu'il s'agisse de tueries à grande échelle, de viols systématiques ou de famine, mais lorsqu'ils ne sont pas disposés ou aptes à le faire, cette responsabilité doit être assumée par la communauté internationale.

Selon la Commission, cette responsabilité de la communauté internationale, et plus particulièrement du Conseil de sécurité des Nations Unies, comprend certaines obligations explicites dont la responsabilité de prévenir en éliminant les causes des conflits et la responsabilité de reconstruire à l'issue d'un conflit.

Changer le discours de la diplomatie

Le rapport de la CIISE a été bien accueilli par le ministre Graham : « En changeant le discours traditionnel de la diplomatie — fondé sur la souveraineté des États — en faveur de la "responsabilité de protéger", la

Commission vient d'apporter une contribution extraordinaire à la théorie des relations internationales. » Il a ajouté qu'il était très satisfait des recommandations du rapport et que le Canada jouerait maintenant un rôle de premier plan pour assurer qu'il reçoit le suivi approprié ainsi que l'attention soutenue, positive et constructive de la communauté internationale.

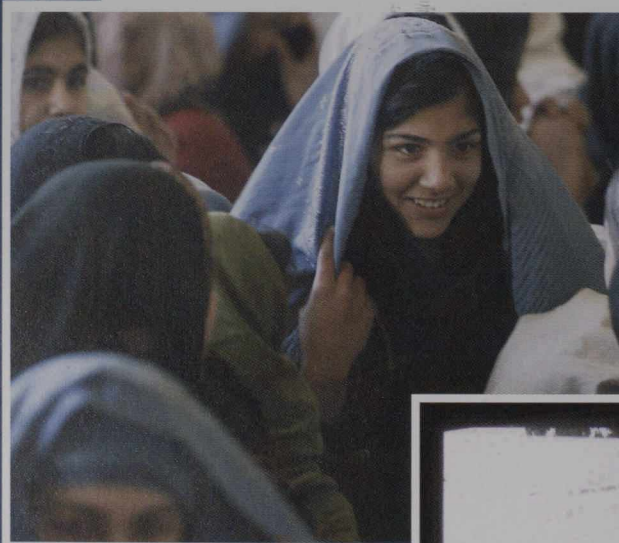
Quant à M. Annan, il a tenu à remercier le Canada d'avoir créé la CIISE et a loué le travail de celle-ci. « La question de savoir comment protéger les individus tout en maintenant et même en renforçant la souveraineté des États est maintenant plus claire, a-t-il déclaré aux membres de la Commission. Ce rapport élimine les dernières excuses de la communauté internationale de ne rien faire alors qu'une intervention peut sauver des vies. »

Pour consulter le rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, les biographies des membres de la Commission et d'autres renseignements connexes, visitez le site Web de la CIISE : www.iciss-ciise.gc.ca

NOUVELLES EN BREF

Le Canada renoue ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan

Le Canada a officiellement renoué ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan à la fin de janvier 2002, relations qui avaient été rompues en 1979 après l'invasion du pays par les troupes soviétiques.



Le 31 décembre 2001, une jeune fille suit un cours à l'école Zargouna, à Kaboul, en Afghanistan. C'était le premier jour de classe depuis la fermeture de l'école par le régime taliban il y a six ans.

Les relations avec l'Afghanistan relèveront du haut-commissaire du Canada au Pakistan, Konrad Sigurdson, qui réside à Islamabad, jusqu'à ce qu'une mission diplomatique canadienne distincte soit établie à Kaboul.

Le Canada s'est engagé à participer à la reconstruction du pays et à améliorer les conditions d'existence de ses citoyens. Depuis 1990, il a versé 160 millions de dollars en secours humanitaire à l'Afghanistan. À la Conférence internationale de Tokyo sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, qui s'est déroulée les 21 et 22 janvier, le Canada a promis de verser un montant supplémentaire de 100 millions de dollars en secours humanitaire et en aide à la reconstruction.

La Cour pénale internationale deviendra bientôt réalité

Au 21 mars 2002, 56 des 139 États signataires avaient ratifié le Statut de Rome qui prévoit la création de la Cour pénale internationale. Il ne manque donc plus que quatre ratifications pour que le Statut n'entre en vigueur. Le Canada, qui a joué un rôle déterminant dans l'adoption du Statut en 1998 et a été un des premiers pays à le ratifier le 7 juillet 2000, travaille sans relâche en faveur de sa création. C'est d'ailleurs un Canadien, notre ambassadeur en Suède, Philippe Kirsch, qui préside la Commission préparatoire chargée d'élaborer les documents techniques nécessaires à son fonctionnement.

La Cour pénale internationale sera un tribunal permanent ayant pour but de poursuivre les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre si les systèmes judiciaires nationaux ne peuvent pas ou ne veulent pas le faire. À venir jusqu'à maintenant, les auteurs de ces crimes ont rarement été traduits en justice, encore moins condamnés. La Cour permettra de mettre fin à cette culture d'impunité.

Échanges internationaux à l'intention des jeunes

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international vient de lancer sa campagne annuelle destinée à promouvoir les programmes d'échanges internationaux visant la jeunesse. Le Ministère gère une soixantaine de programmes bilatéraux et multilatéraux en réciprocité avec plus de 20 pays en Europe, en Asie et dans les Amériques. L'an dernier, ces programmes ont permis



à plus de 17 000 jeunes Canadiens de se rendre un peu partout dans le monde, et à un nombre à peu près égal de jeunes étrangers de venir au Canada.

Les programmes gérés par le MAECI comprennent quatre éléments : le Programme de vacances-travail; le Programme de vacances-travail pour étudiants; le Programme d'échanges de jeunes travailleurs; et le Programme d'éducation coopérative études-travail à l'étranger.

Ces programmes, qui s'adressent essentiellement aux 18-30 ans, n'offrent pas d'aide financière. Leur fonction est plutôt d'aider les jeunes à obtenir des permis temporaires pour travailler dans un autre pays et de les conseiller s'ils souhaitent trouver un emploi temporaire à l'étranger. Ils leur offrent la possibilité d'acquérir des compétences utiles, sans toutefois perturber le marché de l'emploi au Canada et à l'étranger. Les participants ont l'occasion de se familiariser avec la culture de leur pays d'accueil ainsi qu'avec les enjeux de la mondialisation — une expérience inoubliable!

Pour plus de renseignements sur ces programmes, communiquez avec la Direction des programmes internationaux pour les jeunes du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Adresse : 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2. Téléphone : 1 888 877-7098 (sans frais) ou (613) 996-4527 et (613) 992-5966. Télécopieur : (613) 995-3238. Site Web : www.canada123go.ca.

**SEEKING
MALE AND FEMALE
CANADIANS
to experience
LIFE ABROAD**
Great opportunities for
work, fun and adventure
Possible benefits upon return

**RECHERCHONS
CANADIENS ET
CANADIENNES
POUR VIVRE UNE
expérience unique
à l'étranger**
L'occasion rêvée de travailler et
de partir à l'aventure
Possibilités intéressantes au retour

Live, learn and work
abroad through the
International
Youth Programs.
For information on:
- destinations
- work opportunities
around the world
- how to apply

Vivre, apprendre et travailler
à l'étranger, c'est possible
avec les Programmes
internationaux pour les jeunes.
Pour tout renseignement sur :
- les destinations
- les occasions d'emploi à
travers le monde
- comment s'inscrire

www.canada123go.ca
1 888 877-7098

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le Sommet du G8 à Kananaskis (Alberta), le 28^e Sommet économique depuis 1975, sera le quatrième à se tenir au Canada et le premier dans l'Ouest canadien. Les Sommets précédents ont eu lieu à Halifax (Nouvelle-Écosse) en 1995, à Toronto (Ontario) en 1988, et à Ottawa (Ontario) et Montebello (Québec) en 1981.

Les économies des pays du G8 représentent 48 p. 100 de l'économie mondiale, 80 p. 100 de l'activité économique dans les pays développés et 49 p. 100 des échanges commerciaux internationaux. Par comparaison, la part africaine du commerce mondial représente moins de 2 p. 100 des échanges. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, parrainé par le G8, vise à réduire cet écart.

En prévision du Sommet du G8 qui aura lieu à Kananaskis (Alberta) les 26 et 27 juin 2002, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international tient à jour un site Web (www.g8.gc.ca) offrant de nombreux renseignements sur le G8, les pays membres, les sujets qui seront à l'ordre du jour et l'état des préparatifs. Le site comporte entre autres une section qui s'adresse aux jeunes et aux enseignants.



Le mont Lorette et le lac Barrier, sentier de Kananaskis, région de Kananaskis (Alberta). Cette superbe zone protégée servira de cadre au Sommet du G8 2002, qui se tiendra au Canada en juin.

Le Canada a été l'un des membres fondateurs du Commonwealth en 1931 et en constitue toujours l'un des piliers. Notre contribution annuelle à ses institutions et programmes s'élève à un peu plus de 27 millions de dollars. Le Commonwealth comprend 54 pays membres.